

Burundi : Le redéploiement des enseignants jugé partial, injuste et inefficace

@rib News, 07/02/2011 Ce n'est plus un secret, la politique de redéploiement des enseignants est mal faite et n'apporte pas les fruits escomptés, a déclaré le président de la Commission de redéploiement et directeur général en charge des ressources humaines au ministère de l'Éducation de base et secondaire, M. Anatole Niyonkuru. « Certains directeurs des écoles donnent des rapports faussés » a déclaré M. Niyonkuru ajoutant que même des sanctions administratives seraient prises contre les responsables scolaires qui ne font pas correctement leur tâche. « Il y a des formes de vengeance, des cas de corruption, du favoritisme et même autre chose » a déclaré le président de la Commission de redéploiement des enseignants du primaire et du secondaire. « Nous demandons que les directeurs qui ne font pas leur travail correctement cessent immédiatement » a exhorté le président de la Commission de redéploiement ajoutant que parmi les mesures envisagées contre ce genre de délit, il y a le décommissionnement. Les partis d'opposition réunis au sein de l'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri) ont déploré la maladresse au sein de cette activité de redéploiement des enseignants, soulignant que seuls les membres des partis de l'opposition étaient visés par la politique dite de redéploiement. « Seuls les membres des partis de l'Alliance sont candidats de redéploiement » avait annoncé Léonce Ngandakumana, président du parti Frodebu et président ADC-Ikibiri. Le ministre de l'Éducation avait de son côté menacé de frapper fort contre tous ceux qui s'opposeraient à cette politique de redéploiement. « Celui qui osera faire une grave contre cette mesure sera puni suivant la loi », avait annoncé Severin Buzingo, ministre burundais de l'Éducation de base et secondaire. Les principaux syndicats burundais avaient déploré le langage du ministre de tutelle qui se voulait intimidant plutôt que d'écouter les doléances des enseignants qui se montraient insatisfaits par la mesure. « Le langage du ministre n'est pas tranquillisant » avait déploré les responsables syndicaux, du SLEB, SYNAPEP et CONAPES. Cependant, deux autres syndicats proches du parti présidentiel avaient demandé que ces politiciens surtout Léonce Ngendakumana ferment leur bouche et ne parle plus de redéploiement car les enseignants, selon ces syndicats proches du pouvoir, étaient d'accord avec les autorités de tutelle sur cette même politique de redéploiement, comme l'avait annoncé Ndabaniwe, l'un des responsables syndicaux, proches du parti au pouvoir CNDD-FDD. [ND]